

Goran Sekulovski

Qu'est-ce qu'être macédonien ? Nation, territoire et orthodoxie en République de Macédoine

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Goran Sekulovski, « Qu'est-ce qu'être macédonien ? Nation, territoire et orthodoxie en République de Macédoine », *Géocarrefour* [En ligne], vol. 89/3 | 2014, mis en ligne le 15 mars 2015, consulté le 18 mars 2015. URL : <http://geocarrefour.revues.org/9529>

Éditeur : Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon

<http://geocarrefour.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://geocarrefour.revues.org/9529>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Cet article a été téléchargé sur le portail Cairn (<http://www.cairn.info>).



Distribution électronique Cairn pour Association des amis de la Revue de Géographie de Lyon et pour Revues.org (Centre pour l'édition électronique ouverte)

© Géocarrefour

Goran SEKULOVSKI

Université Paris 1
UMR 8504 Géographie-Cités

Qu'est-ce qu'être Macédonien ? Nation, territoire et orthodoxie en République de Macédoine

MOTS CLÉS

Macédoine, Balkans, identité nationale, historiographie, mythes géographiques, Église orthodoxe macédonienne, aménagement territorial

KEYWORDS

Macedonia, Balkans, national identity, historiography, geographical myths, Macedonian Orthodox Church, spatial planning

RÉSUMÉ

Cet article sur la construction de l'identité nationale macédonienne développe trois axes de recherche : l'historiographie, le territoire et la religion. La prise en compte de la construction et de la diffusion des discours historiques et géographiques en tant que vecteurs de l'identité collective, mis en avant par les institutions d'État, permet de mieux saisir les effets qu'exercent ces discours dans trois champs : l'enseignement universitaire et scolaire, la révision de l'histoire et l'aménagement territorial, qui concourent au processus actuel de reconstruction identitaire. L'article analyse également le rôle de l'Église orthodoxe en Macédoine dans l'affirmation du sentiment national. L'espace ecclésial représente un excellent observatoire d'analyse identitaire, puisqu'il permet de mesurer l'impact sur la question identitaire des différents facteurs impliqués dans le processus d'établissement d'Églises.

ABSTRACT

This paper deals with the construction of the Macedonian national identity and addresses three main issues, namely historiography, territory, and religion. Studying the construction and the diffusion of historical and geographical discourses, as markers of a collective identity which has been put forward by the State, helps to understand their impact in three areas: school and university education, revision of history and territorial planning. These three areas play a major role in the contemporary process of identity reconstruction. The paper analyses also the role of the Macedonian Orthodox Church in affirming national feelings. Ecclesial space constitutes an excellent observation point for analyzing identity since it can be used to measure the impact on identity issues of factors that contributed to the establishment of Churches.

1 - Ce texte est issu de ma thèse, soutenue en février 2014 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

INTRODUCTION : L'ÉNIGME DE LA NOTION D'IDENTITÉ

L'étude de l'identité d'une nation ou d'un groupe ethnique particulier dans sa relation au territoire et dans son inspiration religieuse est l'une des dimensions les plus complexes et les plus étendues dans le cadre des recherches géographiques. Ce qui manque le plus dans l'épistémologie identitaire se révèle lorsque l'identité prétend absolument répondre à la question de l'essence et de l'origine d'une construction identitaire. Ainsi l'identité risque fort d'être vidée de sa véritable signification et de se réduire à un concept statique, voire essentialiste. Or, l'identité devrait être perçue aussi comme une vocation, et non seulement comme une détermination voire un déterminisme. L'identité n'est pas simplement une question statique de prédétermination, d'hérédité, d'authenticité – mais tout aussi, sinon plus, une question de choix, de changement, de développement et de dynamisme.

On constate que le mot identité représente un texte, tissé à partir de différents éléments tels que l'histoire, l'espace, la tradition, la culture, la langue, la religion, la communauté ainsi que le sentiment d'appartenance que le groupe entretient dans son ensemble. Il décrit différentes histoires et il est plus important d'évaluer la valeur de chacune de ces lignées ainsi que ce qui peut être rejeté plutôt que de les unir par force dans une théorie globale majeure. Par conséquent, la

tentative de condenser en une seule définition une telle richesse de significations variées, même si elle était possible, serait inutile.

Dans notre étude¹, la construction identitaire sera envisagée à travers trois aspects fondamentaux, l'historiographie, le territoire et la religion, permettant de « se différencier des autres tout en affirmant son appartenance à des catégories, des groupes, mais aussi à des espaces » (Di Méo, 2009, p. 23). S'identifier signifie dans ce sens se positionner par rapport à l'entourage, une identification des groupes humains vis-à-vis de l'espace qui est le leur et qui les distingue des autres. Car, comme le remarque Violette Rey, « l'identité n'a d'existence que par rapport à ce qui est différent ; la notion de territoire est l'expression spatiale de cette idée de différence » (Rey, 2005, p. 12). Ce processus de différenciation représente le concept-clé dans la construction territoriale et nationale des peuples dans les Balkans et il constitue la base du sentiment identitaire macédonien.

ACTUALITÉS DES QUESTIONS NATIONALES EN RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE

Depuis presque un siècle et demi la question de la Macédoine exacerbe les rapports entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, après avoir préoccupé aussi l'Empire ottoman. Plusieurs centaines d'ouvrages et encore plus d'articles ont été publiés, inspirés pour la plupart du seul souci national.

La problématique macédonienne réside dans le fait qu'aujourd'hui, si l'État nommé Ancienne République Yougoslave de Macédoine est reconnu par ses voisins, l'identité nationale de la population slave en Macédoine ne l'est pas, les principaux opposants étant la Bulgarie et la Grèce. C'est vrai aussi pour la Serbie qui, à travers l'Église orthodoxe serbe, remet en question l'identité ecclésiale de cette population majoritairement orthodoxe, suivie par toutes les Églises orthodoxes : l'Église macédonienne a autoproclamé son indépendance ecclésiale, l'autocéphalie². La question sur laquelle s'arrêtent de nombreux observateurs est simple : Qui sont véritablement les Macédoniens d'aujourd'hui ?

Reprendre un sujet si polémique n'est pas mission facile et loin de viser l'exhaustivité de cette problématique, notre recherche se limite à la population slave de Macédoine³, qui est majoritairement orthodoxe. En ce qui concerne les Albanais qui représentent un quart de la population totale en Macédoine⁴, nous renvoyons aux études de Michel Roux (1992), d'Olivier Deslondes (1999) ainsi que de Nathalie Clayer (2001).

Indépendante depuis 1991, la République de Macédoine est devenue un territoire investi des marques du nouvel État dont l'objectif est notamment de représenter la nation et de la positionner vis-à-vis des États voisins. L'obsession de la question nationale peut être attribuée à des raisons diverses, mais pour le cas macédonien l'explication la plus acceptable est celle qui voit l'omniprésence du thème national dans le discours des élites politiques et intellectuelles comme une sorte de compensation pour le retard dans les autres domaines, politique, social et surtout économique (Fiti *et al.*, 2013). La mobilisation sur la base ethno-nationale, les incertitudes et les débats sur les différentes identifications ethniques sont les conséquences de l'échec de la politique de prévision à long terme. L'identité nationale est le critère unique qui différencie les partis politiques en Macédoine, et les seules questions sur lesquelles ils formulent des opinions différentes ces dernières années, sont bel et bien les questions nationales.

La perception des deux partis politiques dominants du côté macédonien, le SDSM⁵ et le VMRO-DPMNE⁶, l'un par rapport à l'autre, est passée par plusieurs étapes : « serbophiles » contre « bulgarophiles » (Brunnbauer, 2005) ; le parti qui a coopéré avec les Albanais et le parti qui a longtemps été contre un compromis avec les intérêts albanais ; le parti qui a cédé pour le nom et le drapeau et le parti qui a continué à défendre les intérêts nationaux. Enfin plus récemment, un nouveau différend d'une intensité encore plus prononcée a accompagné les deux dernières élections, en 2008 et en 2011 : les « Slaves macédoniens » contre les « Macédoniens antiques » (*Antički*

Makedonci). Ce dernier clivage trouve ses racines dans la question nationale et représente bien plus qu'une querelle de partis politiques.

L'atomisation des « fronts » nationaux ne se limite pas au discours politique mais elle ronge aussi la sphère académique en République de Macédoine. Ceci a particulièrement ressurgi au cours des sept dernières années (2006-2013) marquées par le processus de la soi-disant « antiquisation » (*antikvizacija*)⁷ ou d'« antiquomanie »⁸. Ce processus, exacerbé par les conflits politiques sur les questions du nom et de l'identité, a été manifeste lors de la publication d'ouvrages controversés, mutuellement contradictoires, par des institutions scientifiques officielles d'État : l'Histoire de la nation macédonienne de l'Institut d'histoire nationale (Šukarova *et al.*, 2008) qui souligne l'origine antique des Macédoniens et l'Encyclopédie macédonienne de l'Académie des sciences et des arts (Ristovski *et al.*, 2009) qui insiste plutôt sur leur identité slave. L'impression générale sur la situation actuelle en Macédoine est l'absence complète d'une position commune sur l'identité nationale.

AU PAYS D'ALEXANDRE LE GRAND : EN QUÊTE DES ORIGINES DE LA NATION

Dans la jeune République, le présent est souvent jugé en termes historiques et les réponses aux défis de l'avenir sont recherchées dans le passé, présenté de manière très mythifiée. Le potentiel du mythe de l'identité macédonienne « antique », apparaît en 2006 avec la soi-disant antiquisation et frappe de plein fouet la société deux ans plus tard avec la publication de la nouvelle édition de l'Histoire du peuple macédonien, dressant une nouvelle hypothèse au sujet de l'ethnogenèse des Macédoniens : descendants principalement des anciens Macédoniens, c'est l'élément antique qui l'emporte dans la symbiose entre les Macédoniens antiques et les Slaves (Šukarova *et al.*, 2008, p. 88-90). Très rapidement ce récit fédère autour de lui les institutions d'État, une partie importante de l'Académie des sciences et des arts, et une grande partie de la population.

Le gouvernement soutient l'idée de l'origine antique sans aucune réserve, enfin satisfait de l'explication « scientifique » qu'il pourrait apporter aux citoyens quant à l'échec de la reconnaissance du pays sous son nom constitutionnel, et il met en place des dispositifs convenables pour la propager auprès de la population. Ainsi, il lance le projet d'aménagement de la capitale appelé « Skopje 2014 », entamé en 2006, présenté officiellement en 2010 et censé être achevé en 2014, qui inclut la construction de monuments, statues et fontaines glorifiant les racines antiques présumées de la Macédoine actuelle. La figure centrale du projet représente une statue de bronze de 30 tonnes et de 24,5 mètres de haut du « Guerrier à cheval »

2 - L'expression « Église autocéphale » (αὐτός – soi-même, et κεφαλή – tête) qui signifie une Église disposant du droit d'élire elle-même son responsable, l'archevêque ou le patriarche, est utilisé dans le langage ecclésiastique pour désigner une juridiction ecclésiastique administrative indépendante, mais qui reste en communion avec les autres Églises orthodoxes.

3 - Selon le dernier recensement officiel de la République de Macédoine effectué en 2002, sur une population totale de 2 022 547 habitants, 1 297 981 citoyens (64,17%) se sont déclarés « *Macédoniens selon l'affiliation ethnique* » (State Statistical Office, 2002, p. 62).

4 - Ou plus exactement 509 083 citoyens, ce qui représente 25,17% des habitants de la République de Macédoine. (State Statistical Office, 2002, p. 62).

5 - « *Socijaldemokratski sojuz na Makedonija* » (Union social-démocrate de Macédoine).

6 - « *Vnatrešno-Makedonska Revolucionarna Organizacija – Demokratska Partija za Makedonsko Nacionalno Edinstvo* » (Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne - Parti démocratique pour l'unité nationale macédonienne).

7 - Ce néologisme emprunté à l'histoire de l'art, auquel font référence les adversaires du projet gouvernemental, est lié à l'idée de l'origine « antique » de la nation macédonienne, soutenue par tout un processus mené à prouver l'ancienneté de la nation, qui a atteint son âge d'or à l'époque d'Alexandre le Grand : changement du nom de l'aéroport de « Petrovec » en « Alexandre le Grand » ; changement du nom du stade



Figure 1 : Statue « *Voin na konj* » (Guerrier à cheval), sur la place centrale de Skopje (2011). cliché G. Sekulovski, 2011

créé par les premiers historiens macédoniens dans les années 1950, insistant sur la composante slave du peuple macédonien et cherchant l'émergence de la conscience macédonienne dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, se voit remplacé progressivement à partir de 1991 par la période de la Macédoine antique et Alexandre le Grand, supposant la continuité historique entre le peuple macédonien d'aujourd'hui et celui d'hier (depuis 24 siècles), entre les Macédoniens antiques et les Macédoniens slaves (Brunnbauer, 2004).

Alexandre, Philippe, et le concept de la Macédoine antique, se sont vu accorder progressivement une place importante dans la vie quotidienne et donc dans une partie de l'identité des citoyens de la Macédoine. En dehors des débats constants et de la réinterprétation de l'histoire, la tendance a été intensifiée par l'utilisation des symboles de la Macédoine antique, à tel point qu'à Kruševo lors des festivités pour la fête nationale d'Illinden¹⁰, à part les *komitadiji*¹¹, les phalanges armées de lances et de boucliers font désormais partie intégrante du décor de la fête nationale et donc de l'iconographie nationale. Or, ce sont des éléments de l'histoire qui n'ont absolument aucun lien entre eux. Le drapeau avec le Soleil de Vergina est également remobilisé alors qu'il a été abandonné il y a plus d'une décennie, suite à l'Accord intérimaire de 1995 entre la Macédoine et la Grèce. Il commence de nouveau à être utilisé en parallèle avec le drapeau national de Macédoine lors de différentes occasions officielles. En bref, ce que la Macédoine traverse ces dernières années, peut être désigné paradoxalement comme une renaissance antique.

Un artiste sculpteur de Skopje, contributeur actif au projet urbain « Skopje 2014 », justifie de la manière suivante le retour à l'Antiquité ainsi que la révision de l'histoire et soutient la continuité de la nation depuis l'antiquité à nos jours en passant par l'époque de l'apôtre Paul : « Il s'agit d'une tendance à concentrer des points importants de l'histoire macédonienne qui, jusqu'à présent, nous ont été interdits. Il nous a été permis d'apprendre seulement l'histoire slave de la Macédoine, alors que toute la période avant l'arrivée des Slaves appartenait à d'autres [peuples]. Alors maintenant, nous prenons le cours naturel des choses, qui montre que les Macédoniens antiques, les Macédoniens bibliques, ceux de l'époque de l'apôtre Paul, et les Macédoniens d'aujourd'hui ont fusionné et ceci est l'état réel des choses en Macédoine actuelle. Nous ne faisons donc que récupérer ces points de notre histoire qui nous appartiennent naturellement »¹².

Ces propos montrent que les récits sur la nation se tissent, et se diffusent par la suite, dans un espace géographique à travers différents symboles : héritage historique et culturel, langue, affiliation

principal « *Gradski stadion* » en « Arène Philippe II le Macédonien » ; édition d'une nouvelle Histoire nationale qui souligne le caractère antique macédonien de la nation ; construction de monuments et des statues qui témoignent des racines antiques de la Macédoine etc.

8 - C'est le terme que Nade Proeva, professeure d'histoire ancienne à l'Université de Skopje, emploie pour mieux décrire le processus de retour à l'Antiquité dans l'actuelle société macédonienne, se caractérisant par un amour obsessionnel de tout ce qui vient de l'époque de l'ancien Royaume macédonien (Proeva, 2009).

9 - Entretien avec Vančo P. (Skopje, août 2011), enseignant-chercheur de Skopje.

10 - Commémoration de

(Alexandre le Grand) qui domine le centre-ville de Skopje (fig. 1), inaugurée officiellement le 8 septembre 2011 à l'occasion du vingtième anniversaire de la proclamation de l'indépendance du pays.

Le nouveau projet semble satisfaire les attentes d'un bon nombre des citoyens macédoniens : « *Skopje 2014 nous aidera à revisiter des chapitres de notre histoire que nous avons complètement oubliés en raison des cinq cents années de période sombre causée par le joug turc, mais aussi par l'idéologie communiste* »⁹. Ce dernier argument s'avère paradoxal, parce que la tactique de l'Etat macédonien ressemble à celle de l'époque yougoslave communiste : c'est le gouvernement qui se charge de l'aspect spatial (construction de monuments) et l'Institut d'histoire nationale de l'aspect scientifique afin de les justifier, en renommant l'époque hellénistique en « alexandrisme » ou « macédonisme » (*makedonizam*) (Šukarova et al., 2008, p. 52). De manière significative, le premier des cinq volumes de la nouvelle édition d'Histoire du peuple macédonien a consacré plus de deux cents pages à la période qui va de la Macédoine antique à l'arrivée des Slaves (Panov, p. 45-260), tandis que la première Histoire du peuple macédonien, publiée en 1969 (Apostolski et al., p. 33-55), n'a accordé qu'une vingtaine de pages à cette même période. Ainsi, le récit national officiel

religieuse. Une sorte de « liste identitaire » s'est progressivement constituée qui permet la création d'une identité nationale et dont les éléments symboliques indispensables sont résumés par Anne-Marie Thiesse (1999, p. 14) : « *une histoire établissant la continuité avec les grands ancêtres, une série des héros parangons des vertus nationales, une langue, des monuments culturels, un folklore, des hauts lieux et un paysage typique, une mentalité particulière, des représentations officielles – hymne et drapeau – et des identifications pittoresques – costumes, spécialités culinaires ou animal emblématique* ». Dans les théories du nationalisme, ce processus est appelé « *invention de la tradition* » et « *production de masse des traditions* » ou de symboliques nationales, comme le remarque l'historien britannique Eric Hobsbawm¹³. L'utilisation d'Alexandre le Grand comme mythe fondateur de l'identité nationale macédonienne permet de se distinguer des autres Slaves et en même temps de tenter de profiter, à l'instar des Grecs, du prestige de l'Antiquité.

La continuité supposée de l'Antiquité à nos jours s'avère mythique, non pas en raison des inventions historiques ou des manipulations des faits, mais simplement parce que la manière par laquelle elle est soutenue est méthodologiquement défectueuse et ne peut être fondée sur des connaissances scientifiques répondant aux règles élémentaires de la recherche universitaire. Sa valeur ne réside pas dans la vérité historique, mais dans la capacité d'offrir une idée, un concept auxquels les masses peuvent adhérer assez facilement. Le récit de la Macédoine antique s'inscrit parfaitement dans ce qu'Anthony Smith appelle « *le mythe fondateur de la nation* » qui de son côté doit répondre aux questions « qui sommes-nous et pourquoi existons-nous ? » (Smith, 1999, p. 63). C'est aussi un mythe de « l'âge d'or » qui définit clairement le moment où la nation a atteint son apogée (l'époque d'Alexandre le Grand). Ceci est donc le point de référence culminant vers lequel la nation, effondrée depuis lors, devrait être dirigée.

Toutefois, comme l'expose Ernest Renan en se référant au rôle des mythes fondateurs des nations modernes, « l'oubli et l'erreur historique sont un facteur essentiel de la création d'une nation » (Renan, 1992, p. 41). Cette idée implique que plus le mythe est lointain et ne correspond pas à la réalité, plus il est efficace et peut facilement créer une image idéale de la nation. A partir de là, nous pouvons constater que la vérité historique agit de façon non stimulante sur le nationalisme macédonien, car elle lui rappelle le réalisme scientifique et toute tentative de déconstruction du mythe se heurte à la résistance. En même temps, comme nous le rappelle Renan, l'objectif du mythe n'est pas le souvenir, mais l'oubli. C'est justement le cas avec la stimulation de l'idéologie en Macédoine. En se concentrant sur les mythes

de l'Antiquité, les autres épisodes de l'histoire macédonienne risquent d'être oubliés. On oublie par exemple l'histoire ottomane de cinq siècles, dont les Macédoniens d'aujourd'hui sont culturellement beaucoup plus proches que de celle de l'Antiquité. On enterre facilement les fondements de l'identité macédonienne : la lutte pour la libération au début du XX^e siècle, le mouvement antifasciste pendant la Seconde Guerre mondiale ainsi que l'épisode yougoslave. Enfin, le caractère multiculturel qui, depuis 2001, avait constitué le principe fondamental dans l'organisation de la société macédonienne¹⁴, est délaissé.

LE MYTHE GÉOGRAPHIQUE DE LA « GRANDE MACÉDOINE »

A part la continuité historique discutable, ce qui pose un autre problème majeur concernant les « droits » sur l'Antiquité est l'aspect territorial. Le cœur du royaume de Macédoine antique a toujours été sur le territoire de l'actuelle Grèce (Macédoine d'Égée). Paradoxalement, ce territoire, qui n'a jamais appartenu historiquement à l'Etat macédonien, représente la principale source d'inspiration pour la nouvelle idéologie nationale de la République de Macédoine. Dans ce cas précis, la revendication de territoire « ethnique » de la part de la République de Macédoine n'est qu'une sorte de mimétisme et reproduit, même si c'est tardivement, des actions de la Bulgarie, de la Serbie et de la Grèce à la veille des guerres balkaniques, ou celles de la Roumanie et de la Hongrie dans la période de l'entre-deux-guerres, lorsque les intérêts nationaux balkaniques se heurtaient à coup de cartes ethnographiques afin de faire valoir aux diplomates occidentales les revendications territoriales sur une base « ethnique ».

Or, les frontières et le statut politique de la Macédoine ont fluctué depuis l'Antiquité, de sorte qu'il n'est pas possible de définir avec certitude ce que « Macédoine » signifie : absence de délimitations concrètes de l'empire d'Alexandre le Grand, absence de frontières médiévales administratives en tant que point référent, absence de frontières ethniques ou physiques strictement définies et, enfin, absence d'unité administrative quelconque avant la création de la République socialiste de Macédoine en 1945. Incorporée tour à tour aux Empires romain, byzantin, bulgare, serbe, puis ottoman, et enfin au Royaume et à la Fédération yougoslaves, elle ne désigne pendant des siècles qu'un espace géographique aux contours fluctuants. Comme le remarque H.R. Wilkinson, « *la Macédoine échappe à toute définition* » (Wilkinson, 1951, p. 1). Il en va de même pour les cartes dites ethnographiques qui, avant que la carte politique de la Macédoine ne soit établie en 1945, représentaient un enjeu politique majeur¹⁵. Cependant, cela n'a pas empêché l'émergence de l'idée de « Macédoine géographique », ou de

l'insurrection de Saint-Elie ou linden du 2 août 1903.

11 - Terme utilisé avec une référence aux membres des réseaux de bandes de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (ORIM), actifs notamment dans la période de l'insurrection de Saint-Elie, linden.

12 - Entretien avec Marjan Kamilovski, artiste sculpteur. Source : Alfa TV (Emission « Zebra ») du 11 décembre 2010.

13 - Voir ses deux excellents essais « *Inventer les traditions* » et « *Production de masse de traditions et traditions productrices de masses : Europe, 1870-1914* » (Hobsbawm et Ranger, 2006, p. 11-25 et 279-324).

14 - Le processus de stabilisation dans la société macédonienne a commencé avec l'Accord-cadre d'Ohrid qui a été signé en août 2001 et dont le but déclaré était de mettre un terme au conflit latent, puis ouvert qui, sur plus de sept mois, venait d'opposer des rebelles albanais aux forces gouvernementales de sécurité, en engageant quelques réformes aussi fondamentales que simples : autoriser un plus grand usage officiel de la langue albanaise ; décentraliser l'administration par renforcement des pouvoirs municipaux ; octroyer à la partie albanaise une représentation proportionnelle au sein des institutions. Cet Accord-cadre d'Ohrid a corrigé, dans une certaine mesure, la démocratie majoritaire qui, dans le domaine des relations interethniques, neutralisait et éliminait trop souvent les difficultés des minorités et ignorait leurs besoins dès lors qu'ils ne pouvaient trouver de justification immédiate.

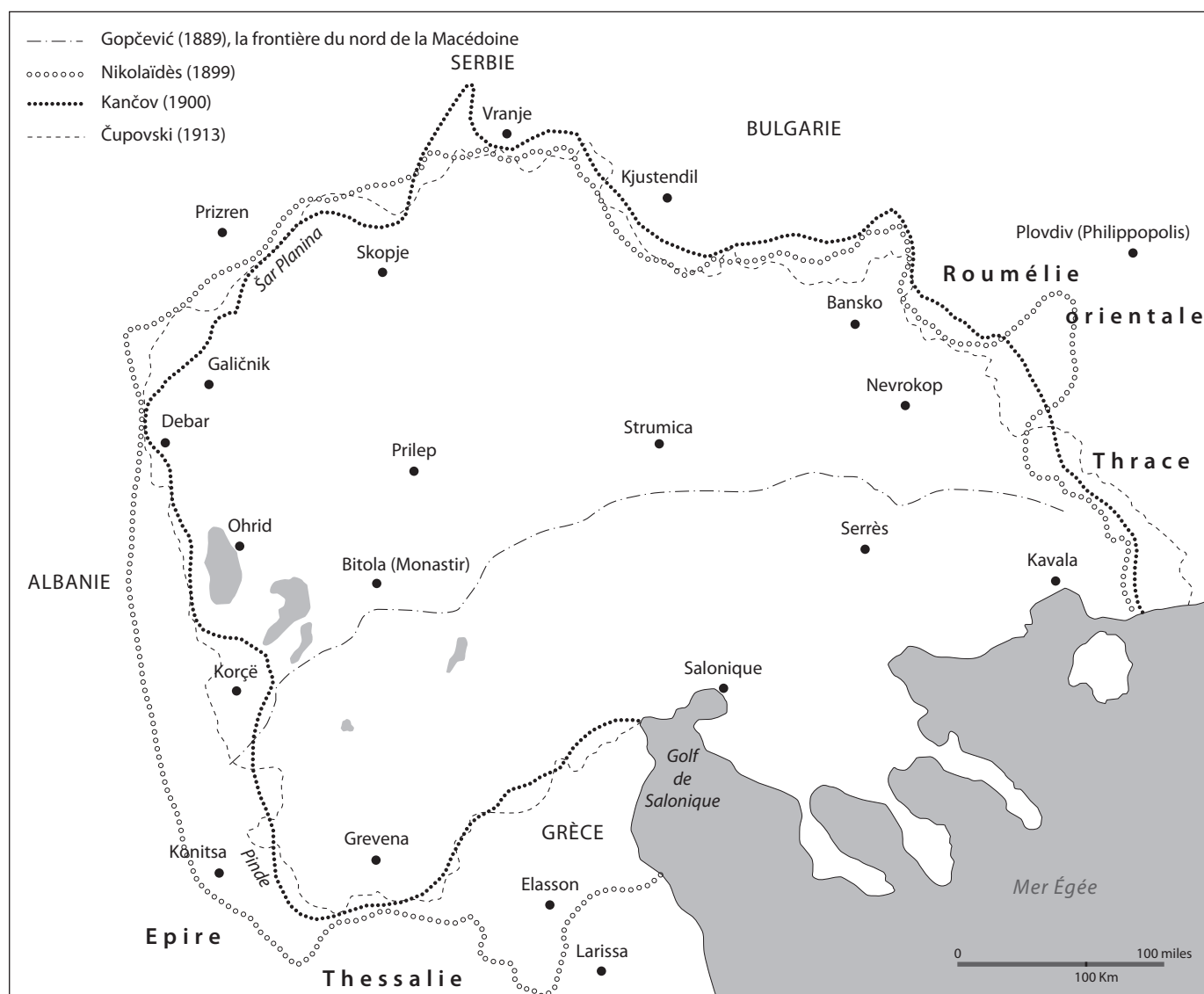


Figure 2 : Définitions discordantes de l'« unité géographique » de la Macédoine

15 - C'est précisément dans le cadre des cartes ethnographiques que la région géographique de la Macédoine a été définie pour la première fois en tant qu'espace délimité. Il s'agit de la carte de l'historien grec Cléanthes Nikolaïdès qui, en 1899 seulement, a défini de façon précise les contours géographiques de la Macédoine dite « géographique » (Nikolaïdès, 1899). Cette définition ne sera pas la seule. L'exemple du savant grec a été immédiatement suivi par son homologue bulgare Vasil Kančov, ensuite par d'autres auteurs qui se sont mis à

« Grande Macédoine » à partir de 1878, lorsque les ambitions nationales de la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, convergeaient dans la région. Pour illustrer cette divergence d'opinions, nous avons choisi de croiser quatre « définitions » qui indiquent clairement des points de vue différents quant à l'« unité géographique » de Macédoine. Cette divergence se dégage le mieux lorsque les dessins sont représentés sur le même fond de carte, ce qui fait ressortir clairement qu'ils ne se recouvrent pas, même s'ils prétendent représenter la même réalité géographique (fig. 2).

Plus encore, ces quatre différentes définitions sont très révélatrices parce qu'elles montrent quatre visions nettement opposées sur la situation ethnographique en Macédoine, à savoir serbe, grecque, bulgare et macédonienne. Il n'y a donc pas de consensus sur le contour géographique de la Macédoine et ceci montre le caractère éphémère des frontières géographiques et politiques de cette région en mettant directement en question l'appellation de « Macédoine géographique ». C'est pourquoi il faut préciser immédiatement qu'il s'agit en effet d'un mythe géographique de la Macédoine « dans ses frontières géographiques », ce qui conduira plus tard à l'appropriation de l'histoire, liée avec ce territoire.

La « Macédoine géographique » ou la « Grande Macédoine » est imaginée comme si elle avait existé autrefois en tant que pays ethnique distinct, mais qui à cause de la conspiration de ses voisins pendant les guerres balkaniques, fut « démantelé » de façon injuste. Ce mythe géographique est institutionnalisé dans le récit officiel national et occupe une partie signifiante dans les manuels scolaires, accompagné des cartes d'une Macédoine où les quatre côtés voisins sont figurés par des poignées tendues, qui « arrachent » son territoire (fig. 3).

Ainsi, l'idée d'une « Grande Macédoine » est enracinée dès le plus jeune âge et ensuite ancrée dans la mémoire collective des Macédoniens. L'imaginaire sur « les régions historiques perdues » (*izgubene istoriski zemji*) prend ainsi la forme du réel. Cette géographie utopique a revêtu une signification encore plus politique en parallèle avec l'intensification de la quête identitaire contemporaine (depuis 2006), le but étant de tisser un lien toujours plus fort entre le territoire et l'identité nationale.

Cette cartographie nationale s'adresse aujourd'hui aux élèves et à la population entière à travers les manuels d'histoire et de géographie, les atlas scolaires et l'environnement culturel qui entretiennent

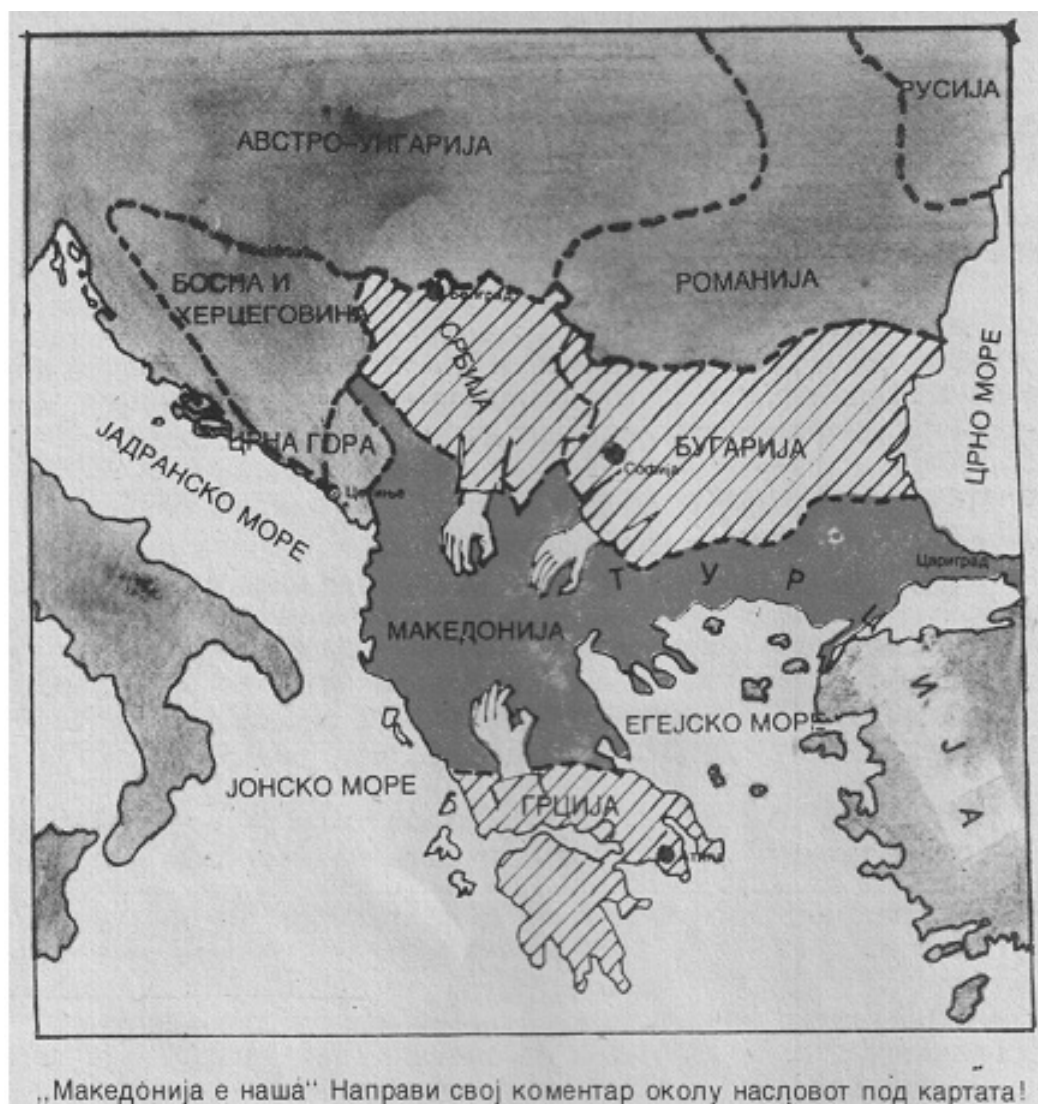


Figure 3 : « 'La Macédoine est à nous' (Makedonija e naša). Faire son propre commentaire sur le titre au-dessous de la carte » (1990)

Source : Risto Dinev, Gjorgji Dimovski-Colev, Jovan Kočankovski, Gjorgji Tankovski, *Istorija za VII oddelenie* (Manuel d'histoire pour la quatrième), Skopje, Prosvetno delo, 1990, p. 118.

la nostalgie et parfois même l'espoir d'un territoire national rêvé. A titre d'exemple, le dernier manuel en date sur la *Géographie de la République de Macédoine pour les classes de cinquième*, représente la Macédoine dans ses « frontières ethnographiques » en expliquant que l'actuelle République de Macédoine « fait partie de la Macédoine ethnique » (Markoski, 2008, p. 8), a une superficie de 68 451 km², située autour des bassins fluviaux du Vardar, de la Mesta, de la Struma, de la Bistrica et enfin du haut Drim Noir, et la thèse est bien sûr appuyée par une carte de « *Macédoine ethnique de 1912* ». Dans la préface du manuel, l'auteur, professeur de cartographie à l'Institut de géographie à Skopje, présente le contenu au futur lecteur et s'adresse à lui : « *tu étudieras [cette année] ton propre pays, le pays de Philippe II et d'Alexandre III le Macédonien, le pays biblique de Macédoine (bibliskata zemja Makedonija), c'est-à-dire ta propre patrie* » (Ibid, p. 3).

Or, ce qui n'est pas mentionné dans l'illustration de ce concept de « Macédoine ethnique », c'est qu'une telle Macédoine n'a jamais existé en tant qu'entité politique, et encore plus important, qu'elle n'a jamais disposé de frontières ethniques définies et d'une population homogène et compacte. On oublie que l'État macédonien est né dans le cadre des frontières héritées de plusieurs siècles de rivalités entre différents acteurs régio-

naux et non sur un espace national homogène. En effet, cet espace fut un véritable carrefour, habité par différents peuples et gouverné par différents empires et États. Le concept de la « Macédoine géographique » n'est qu'un produit de l'imagination et de la vision romantique des « réveilleurs » nationaux de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. En principe, l'origine de cette vision devrait être attribuée, du côté macédonien, à Dimitrija Čupovski, auteur de la première carte nationale (1913) et figure éminente dans l'historiographie macédonienne¹⁶, considéré aujourd'hui comme l'un des fondateurs du macédonisme, avec Krste Petkov Misirkov.

Il existe cependant une nuance quant à l'utilisation de l'argument géographique entre la Macédoine et la Grèce en ce qui concerne leur droit sur l'héritage macédonien. Dans le premier cas, un mythe géographique (« Grande Macédoine ») conduit à l'appropriation de l'histoire qui s'est déroulée dans cet espace, tandis que, dans l'optique grecque, un mythe historique (la continuité historique des Grecs depuis l'Antiquité à aujourd'hui) légitime en quelque sorte l'appropriation du territoire. Pour les uns, c'est la géographie qui légitime l'écriture d'une histoire (nationale), alors que pour les autres, c'est l'histoire qui commande la géographie. Ainsi, Macédoniens et Grecs se considèrent mutuellement comme des « voleurs » d'histoires

produire des cartes, tels Meinhard, Brancoff, Čupovski, Schultze-Jean etc.

16 - Dimitrija Čupovski est l'auteur de la Carte de Macédoine d'après le programme des membres de la nation macédonienne (« *Karta Makedonia po programa na makedonskite narodnici* »), publiée en 1913 à Saint-Pétersbourg. Cette carte est considérée par les historiens macédoniens comme étant « la première carte nationale de la Macédoine ethnique », où les noms des toponymes figurent « en macédonien » (Ristovski, 1978, p. 532).

17 - Si l'on ne compte la très minoritaire « *Église autocéphale monténégrine* » (Cattaruzza et Michels, 2005).

18 - Les résultats du sondage dans lequel ont participé près de 52 000 personnes entre novembre 2011 et janvier 2012 réparties dans 57 pays peuvent être consultés sur le site de l'organisation : <http://www.winmr.com/web/files/news/14/file/14.pdf>, consulté le 27 juillet 2012. L'indice de religiosité représente le pourcentage de la population qui se considère elle-même comme « religieuse ».

19 - Les résultats détaillés de cette enquête sont disponible sur http://www.balkan-monitor.eu/files/BalkanMonitor-2008_Summary_of_Findings.pdf, consulté le 13 mai 2010.

20 - Résolution de l'Assemblée ecclésiastique populaire de l'Église orthodoxe macédonienne du 11 novembre 2004, disponible sur le site officielle de l'Église, <http://www.mpc.org.mk/mpc/se/vest.asp?id=580>, consulté le 15 juillet 2011.

ou de territoires : d'après les Macédoniens, les Grecs ont brisé l'« *unité géographique* » de la Macédoine en s'appropriant la région de la Macédoine de l'Égée, tandis que les Grecs considèrent que les Macédoniens ont lésé l'« *unité historique* » de la Grèce en revendiquant des droits sur la période antique de la Macédoine et de l'empire d'Alexandre le Grand (Prévélakis, 1996, p. 143-145).

Il semble difficile aux acteurs politiques et intellectuels de la jeune nation de prendre du recul pour discerner ou reconnaître leur propre nationalisme. Or, l'un des postulats selon lequel le nationalisme dévoile ses premiers signes d'existence dans un pays est bien la réalisation des rêves nationaux grâce à des révisions de l'histoire et de la géographie nationales. Ce type de modifications que suscite l'histoire d'un pays empêche le nationalisme de renoncer (caractéristique du nationalisme macédonien aussi) à l'idée que le passé historique d'un pays ne peut en aucun cas être corrigé ou réparé aujourd'hui. Et ceci « *afin de rétablir la vérité* » pour permettre aux idéaux politiques de l'État d'être conformes aux rêves du passé au lieu d'affronter la réalité d'aujourd'hui.

Or aujourd'hui, le défi de la Macédoine et plus généralement des Balkans occidentaux tient tout entier dans l'élargissement, ou non, de l'Union européenne. La République de Macédoine, qui a déposé sa candidature en mars 2004, pouvait redouter que son aspiration ne se heurte au souhait, exprimé par plusieurs États membres, de marquer une « *pause* » dans le processus d'intégration. Mais le 9 novembre 2005, la Commission européenne a recommandé au Conseil de lui accorder le statut de candidat en signe de reconnaissance pour les réformes accomplies depuis la signature des accords d'Ohrid de 2001 qui introduisaient le rééquilibrage des rapports intercommunautaires, des réformes dans l'armée, la police, l'administration, et un nouveau découpage municipal notamment. Le 16 décembre de la même année, la décision a été entérinée par le Conseil européen, sans fixer de date pour l'ouverture des négociations d'adhésion, une incertitude qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Entre possible apaisement et possible chaos dans une région où les questions identitaires sont particulièrement sensibles, la République de Macédoine est devenue la métaphore des Balkans.

L'ÉGLISE ORTHODOXE ET LA CONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ MACÉDONIENNE

Le choc des nationalismes dans les Balkans s'est aussi nourri de la mémoire religieuse, l'Église orthodoxe jouant le rôle de « *pépinière des États balkaniques* » (Yerasimos, 1992). Ce lien tissé entre la nation et le nationalisme d'un côté et la religion et les communautés religieuses de l'autre,

est essentiel pour notre étude. Anthony Smith critique les approches modernes du nationalisme, en particulier celles qui tendent à minimiser le rôle de la religion dans celui-ci, et il fait valoir que « *deux des plus importantes ressources culturelles et traditionnelles de la nation sont constituées par 'l'ethnicité' et la 'religion'* » (Smith, 2003, p. 25). La République de Macédoine offre un terrain d'étude particulièrement riche pour un questionnement géographique sur l'espace et l'orthodoxie. Avec ses 1,3 million d'orthodoxes dans les frontières nationales (State Statistical Office, 2002, p. 334), plus près de 700 000 en diaspora, la Macédoine est l'unique pays des Balkans dont l'autocéphalie constitue un obstacle insurmontable pour l'ensemble des Églises orthodoxes¹⁷. Elle est en même temps selon le dernier indice de la religiosité et de l'athéisme (2012), sondage réalisé par WIN-Gallup International¹⁸, le pays le plus religieux en Europe (devant la Roumanie, la Moldavie, la Serbie et l'Italie), et le cinquième au monde selon la religiosité de sa population (90%, alors que seulement 1% se déclare athée, et 8% non religieux). Enfin, selon un autre sondage effectué en 2008 par Gallup Balkan Monitor et le Fonds européen pour les Balkans, sur la satisfaction et la confiance dans les institutions étatiques, les citoyens macédoniens ont exprimé leur plus grande confiance en l'Église (et les organisations religieuses) devant l'armée nationale¹⁹.

Cette place exceptionnelle accordée à l'affiliation religieuse et à l'Église nationale ne peut être négligée dans l'analyse de l'identité macédonienne. Comme l'indiquent ces enquêtes, l'affiliation religieuse et l'appartenance ethnique sont étroitement imbriquées, au point qu'« être macédonien » signifie « être orthodoxe », « être albanais » signifie « être musulman » etc. Autrement dit, la confiance de la population dans les institutions ecclésiastiques et dans les communautés confessionnelles est indissociable de l'affiliation ethnique.

Dans ce sens il est intéressant d'analyser le rôle de l'Église orthodoxe en Macédoine (*Makedonska Pravoslavna Crkva*, plus loin ÉOM) dans la promotion de l'identité nationale. Dans le cas macédonien, les notions d'« Église autocéphale » et d'« Église nationale » sont entremêlées à tel point que dans le discours ecclésiastique elles interviennent en tant que synonymes, alors que, comme l'a montré Grigorios Papathomas (2001, p. 80) « *l'Église autocéphale ne peut être identifiée, considérée ou présentée comme Église nationale, ethnique ou – pire encore – étatique* ». L'autocéphalie présuppose la communion ecclésiale avec les autres Églises locales, ce qui n'est pas le cas avec l'Église en Macédoine. Ceci ne l'empêche pas de se présenter encore aujourd'hui comme « *le gardien de l'identité et de l'intégrité spirituelle du peuple macédonien* »²⁰, mais aussi

« du nom constitutionnel du pays »²¹. C'est son grand rôle historique concernant la pérennité de l'État macédonien qui est constamment souligné dans le discours politique. Ce rôle de « *garant de la nation* » est principalement promu par les représentants de l'Église pour être ensuite très rapidement adopté par l'historiographie nationale et le pouvoir politique aussi bien de « droite » que de « gauche », notamment après l'indépendance du pays en 1991. L'Église devient un instrument de la politique identitaire et de la différenciation nationale²².

Le récit officiel veut que l'Église en République de Macédoine remonte aux origines du christianisme à l'époque des voyages de l'apôtre Paul et de l'évangélisation de la Macédoine et représente le successeur légitime de l'ancien Archidiocèse d'Ohrid, établi en 1019 et supprimé en 1767. Selon ce récit, l'Église a aidé pendant des siècles les Macédoniens à préserver leur identité face à différentes dominations politiques et ecclésiastiques (bulgare, serbe, grecque). Par la suite, les diocèses du territoire que couvrait l'Archidiocèse d'Ohrid furent intégrés au sein du Patriarcat de Constantinople. En conséquence, les diocèses de l'actuelle République de Macédoine qui faisaient partie jusque-là des deux centres ecclésiastiques (Ohrid et Peć) sont restés pendant une longue période d'un siècle et demi (1767-1922) dans le giron ecclésiastique grec et, à partir de 1922, dans le cadre du Patriarcat serbe uni, sans oublier l'attachement d'une bonne partie des fidèles à l'Exarchat bulgare schismatique, dès sa création en 1870 jusqu'à 1912 et ensuite entre 1915 et 1918, et enfin de 1941 à 1944, périodes de contrôle spirituel bulgare.

À rebours de la logique de son ancienneté revendiquée, l'Église orthodoxe en République de Macédoine est plutôt une création relativement récente, de la fin des années 1950. La République populaire de Macédoine a existé plus d'une décennie (entre 1945 à 1958) sans « Église nationale », avant qu'une Église autonome sous la juridiction du Patriarcat serbe ne soit établie en 1958 dans des conditions de forte pression par les autorités de l'époque. La création même de l'ÉOM est un événement historique assez controversé qui n'a pas encore été suffisamment éclairé dans toutes ses dimensions. La plupart des historiens soutiennent que l'initiative de la création de l'Église macédonienne provenait des communistes macédoniens secondés par la direction de la Ligue communiste yougoslave, alors que le clergé local qui a développé un sentiment séparatiste n'était qu'un instrument docile dans leurs mains (Radić, 2002, p. 282). Autrement dit, tandis que les régimes communistes dans les pays voisins et dans toute l'Europe orientale ont détruit des centaines d'églises (comme en Albanie, Roumanie et les pays de l'ex bloc soviétique), le régime yougos-

lave non seulement préserva les Églises nationales existantes, mais permit même la création d'une nouvelle Église autocéphale.

C'est à l'occasion du 200^e anniversaire de la suppression de l'ancien Archevêché d'Ohrid que l'ÉOM a proclamé en 1967 unilatéralement son autocéphalie et s'est déclarée successeur légitime de l'Archevêché d'Ohrid, contrairement aux canons orthodoxes et à la volonté du Patriarcat serbe. Pour une telle entreprise, l'ÉOM a eu le plein soutien du régime communiste, en partie à cause du soutien pour la jeune République socialiste, mais aussi afin de réduire l'influence que l'Église orthodoxe serbe exerçait au sein de la société, notamment par son attitude anti-communiste et sa proximité avec la famille royale serbe (Lutard-Tavard, 2005, p. 411-414). Cela a permis une liaison forte entre l'ÉOM et l'État yougoslave, ce qui l'a fait bénéficier d'une grande protection étatique, y compris par le don de terrains dans le centre-ville de Skopje pour la construction d'une cathédrale (« *Soborna crkva* ») dédiée à saint Clément d'Ohrid, commencée en 1972 et achevée en 1990, mais tout ceci au prix de la non-reconnaissance qui persiste encore aujourd'hui et de la désignation de schismatique par toutes les Églises orthodoxes.

Une Église autonome portant le titre d'« *Archidiocèse orthodoxe d'Ohrid* » a été créée en 2002 par le ralliement d'un ancien évêque de l'Église orthodoxe en Macédoine, Jovan (Vraniškovski), à la juridiction canonique du Patriarcat de Belgrade, afin de surmonter le schisme. Cette Église, certes très minoritaire, qui a reçu en 2005 le Tome officiel d'autonomie par l'Église orthodoxe en Serbie²³ et s'est vu confirmer Jovan (Vraniškovski) comme « archevêque d'Ohrid et métropolite de Skopje » par le patriarche de Belgrade, n'est toujours pas reconnue par les autorités du pays et ne figure pas sur la liste officielle des communautés religieuses en Macédoine. En fait, la tentative de l'archevêque Jovan a été condamnée très rapidement aussi bien par le Synode de l'Église macédonienne que par les autorités politiques et les médias dans le pays, et il s'est vu attribuer aussitôt les désignations de « traître » et « schismatique ». L'État, pour sa part, en violation de nombreuses procédures et en absence d'un procès équitable, l'a condamné à une peine de prison en attirant ainsi l'attention de l'opinion publique du monde entier. Le Conseil œcuménique des Églises (WCC) affirme que l'archevêque Jovan est victime de « *persécution par l'État* »²⁴, la Conférence des Églises européennes (KEK) a réclamé sa « *libération immédiate* »²⁵, et enfin Amnesty International l'a déclaré « *prisonnier d'opinion* »²⁶.

Dans des circonstances où la République de Macédoine a frôlé un sérieux conflit international

21 - Rapport du Saint-Synode de l'Église orthodoxe macédonienne du 18 juillet, disponible sur <http://www.mpc.org.mk/vest.asp?id=5104>, consulté le 19 juillet 2012.

22 - Sur les relations étroites entre l'Église et l'État dans le contexte balkanique voir Gillet, 2008, p. 71-82.

23 - Seule l'Église orthodoxe serbe, en concertation avec le Patriarcat œcuménique, peut décider de l'autocéphalie de l'Église de Macédoine : c'est la tradition canonique de l'Église (le droit canon) et non pas le « droit des peuples » qui est appliqué en l'occurrence. Le Tome (ou *Tomos*) est un texte patriarcal et synodal de caractère officiel, qui a la valeur de document statutaire par lequel le Patriarcat œcuménique ou bien une autre Église locale proclament l'autocéphalie ou l'autonomie d'une Église orthodoxe. Ce Tome doit être signé, par la suite, par les primats de toutes les Églises autocéphales.

24 - La déclaration du Comité central du Conseil œcuménique des Églises du 4 septembre 2012 se trouve sur : <http://www.oikoumene.org/en/resources/documents/central-committee/2012/report-on-public-issues/vi-minute-on-the-unlawful-detention-of-archbishop-jovan-of-ohrid>, consulté le 17 septembre 2012.

25 - La réaction de la KEK est disponible sur : <http://blogg.svenskakyrkan.se/cecfuturewall/2013/07/08/churches-should-support-the-marginalised/>, consulté le 9 juillet 2013.

26 - Document « *Summary of Amnesty International's Concerns in the Balkans. January - June 2005* », disponible sur le site de l'organisation : <http://www.amnesty.org>.

amnesty.org/pt-br/library/asset/EUR05/001/2006/en/2cf9809e-d44a-11dd-8743-d305bea2b2c7/eur050012006en.pdf, consulté le 15 juillet 2011.

27 - Voir l'article 19 ainsi que l'amendement VII de 2001 de la constitution macédonienne, disponible sur : <http://www.sobranie.mk/constitution-de-la-r-publique-de-mac-doine.nspix>, consulté le 17 septembre 2012.

28 - C'est l'empereur Justinien I (527-565), natif de Taurésium (aux alentours de Skopje), qui en 535 bâtit Justiniana Prima et qui, selon certaines sources, est héritière de Scupi (aujourd'hui Skopje), alors que la plupart des archéologues contestent cette idée et soutiennent que la ville devrait plutôt être identifiée à Caričin Grad en Serbie (près de la ville de Lebane). C'est dans cette ville, que Justinien établit le siège de l'archevêque de l'Église qui en 535 reçut le statut d'autocéphalie et ceci au même niveau que les grands centres tels que Rome, Constantinople, Alexandrie, Antioche, Jérusalem, mais aussi Chypre (autocéphale depuis 431). L'Église orthodoxe macédonienne se considère comme « successeur » de l'Église de Justiniana Prima.

29 - Voir par ex. Grozdanovski, 2007.

30 - Pour éviter les confrontations, il a été finalement trouvé un compromis en 2011, de construire l'église devant la Maison de l'Armée (« Dom na ARM »), près de la statue de « Mère Thérèse », pas loin de la place centrale.

31 - Le projet de construction de l'église dans le centre-ville a provoqué également des fortes tensions interethniques et la partie albanaise de

avec la Serbie, l'Assemblée macédonienne a adopté d'urgence fin janvier 2004 une « *Déclaration à l'appui de l'autocéphalie de l'Église orthodoxe macédonienne* » (*Služben vesnik*, 2004, p. 3), en garantissant son « monopole » sur les fidèles orthodoxes, tout en contredisant directement le principe de laïcité inscrit dans la constitution macédonienne (article 19.3)²⁷. Toute remise en cause du statut de l'Église orthodoxe en Macédoine est perçue comme une menace sérieuse contre l'identité nationale. C'est pour cette raison qu'en 2008, le premier ministre macédonien réclame au médiateur auprès de l'ONU, Matthew Nimetz, d'inclure la question de la reconnaissance de l'Église orthodoxe macédonienne dans la recherche de solutions sur le différend du nom avec la Grèce (Kokalanov, 2008). La confirmation, s'il en faut une, que les facteurs ecclésiastiques et religieux demeurent perpétuellement liés aux enjeux nationaux.

Le recours à l'Église orthodoxe dans le nouveau récit de l'ethnogenèse macédonienne devient particulièrement évident à partir de la période désignée comme antiquisation lorsque le récit de la christianisation de la Macédoine par l'apôtre Paul (I^{er} siècle) et la création de l'Église de Justiniana Prima par l'empereur Justinien (VI^e siècle)²⁸, viennent remplacer en quelque sorte celui de l'évangélisation par les apôtres des Slaves, saints Cyrille et Méthode (IX^e siècle). Et ceci aussi bien dans la vie ecclésiale que politique.

Quelques événements récents démontrent la revalorisation de la place de l'« apôtre des nations » et de Justinien dans le récit national et ecclésial des Macédoniens. Ainsi dans de nombreux nouveaux ouvrages scientifiques²⁹ et plusieurs émissions télévisées ou de radio consacrées à la christianisation des Macédoniens, une importance prépondérante est accordée à la période de l'apôtre Paul au détriment de celle des frères de Thessalonique Cyrille et Méthode et leurs disciples Clément et Nahum d'Ohrid. Ceci est confirmé également avec la rénovation du portail de l'entrée de la cathédrale de Skopje, où, à côté de la fresque centrale du patron Saint Clément d'Ohrid, ont récemment (2010) émergé de nouvelles mosaïques avec les figures de l'apôtre Paul et de l'empereur Justinien. Les autorités macédoniennes apportent leur soutien à ce nouveau courant et vont même plus loin dans sa promotion : le gouvernement macédonien a décidé en 2006 de renommer l'aéroport d'Ohrid d'après le nom de l'apôtre Paul, nom également donné à l'Université d'Informations technologiques à Ohrid, elle aussi fondée par le gouvernement. L'État prend donc une part active dans la promotion de l'identité ecclésiale des Macédoniens, dont les « origines » remontent cette fois-ci aux temps apostoliques, ce qui prouve le caractère « biblique » de la Macédoine. Précisons, cependant, que Saint Paul n'a jamais foulé le territoire de l'actuelle République de Macédoine.

L'Église orthodoxe macédonienne maintient son implication dans l'espace public et politique en défendant le projet « Skopje 2014 » et même en y participant. La polémique autour du soutien de l'Église au projet d'aménagement du territoire de Skopje a gagné en ampleur avec le plan de construction d'une église orthodoxe Saints Constantin et Hélène prévue initialement sur la place centrale de la capitale, à côté de la statue du Guerrier à cheval, sur un terrain alloué par le gouvernement macédonien dans des circonstances juridiques douteuses³⁰, d'autant plus que dans le projet initial d'aménagement de la ville, une telle construction n'a pas été prévue. En mars 2009 lorsque les adeptes de la construction de l'église ont attaqué physiquement des citoyens (dont la plupart des étudiants en architecture), réunis pour exprimer leur droit de protester contre cette idée, l'Église orthodoxe macédonienne est restée silencieuse³¹.

Plus encore, quelques jours après l'installation de la figure centrale du projet Skopje 2014, l'Église macédonienne a défendu sans réserve son édification par la voix de l'un de ses plus influents évêques : « *Le nom de la République de Macédoine, ensemble avec l'identité macédonienne sont inséparablement liés à l'idée de la Macédoine antique, et dans ce contexte, à l'idée d'Alexandre de Macédoine. Aucune autre idée d'identification ne justifie le nom de la République de Macédoine et le nom « Macédonien ».* [...] Par conséquent, pour aucun Macédonien, aucun citoyen de l'État macédonien ou même aucun étranger ne devrait être problématique, l'érection du symbole de cette idée d'identification – la statue d'Alexandre le Macédonien –, comme une marque d'identification sur la place principale « Macédoine » dans la capitale du pays, Skopje » (Naum de Strumica, 2011).

C'est donc ce type de discours nourri aujourd'hui par les autorités macédoniennes (ecclésiastiques ou politiques) qui risque d'être plus dangereux et plus néfaste pour la pérennisation de l'identité macédonienne que toute autre idée de changement de nom ou bien d'une menace extérieure. Le prototype d'un tel modèle, la Grèce, l'a payé au prix de nombreux schismes, divisions, guerres civiles et crises politiques afin qu'elle puisse être fière d'une nation ancienne « homogène et glorieuse ».

CONCLUSION

En mobilisant des informations et des instruments de recherche (l'historiographie, le territoire et ses représentations, le rôle de l'Église orthodoxe), nous avons tenté de créer une image de l'identité nationale en Macédoine : il s'agit d'un phénomène en mouvement, animé d'une dynamique perpétuelle, qui ne peut rimer avec l'idée d'une identité permanente à travers les siècles et conser-

vée de manière intacte dans un espace réservé. Nous avons pu montrer que lors du processus de consolidation de la nation et de l'État macédoniens, les élites politiques et scientifiques font beaucoup référence à l'histoire antique (Alexandre le Grand), à l'imaginaire géographique (cartes de « Grande Macédoine ») ainsi qu'aux réalités ecclésiastiques anciennes (christianisation par saint Paul, archidiocèse d'Ohrid). Le but étant de donner une interprétation de la nature de la nation en tant qu'entité géographique, historique, organique et continue, ce que nous avons cherché constamment à éviter dans notre présentation. Or, il était évident qu'à force de faire des sauts importants dans l'histoire, vers l'arrière et vers l'avant, depuis les temps antiques jusqu'aux temps modernes, en passant par l'histoire byzantine et l'héritage ottoman, on perd non seulement le fil de l'argumentation sur le présent, mais on met également en péril la légitimité scientifique.

À partir de là, nous pouvons conclure que les nations, partiellement ou en grande partie, sont des concepts mis en œuvre graduellement. Elles n'existent pas depuis toujours et ne sont pas apparues au lendemain d'un quelconque événement, mais sont le produit des élites nationales qui, sous une forme de narration historique, ont diffusé l'idée nationale jusqu'au peuple : par le biais de l'école, de la famille, de l'Église, de l'armée, etc. Mais ces « récits nationaux », faut-il qu'ils disparaissent complètement ? Il semble bien que cela soit impossible ou même qu'ils ne devraient pas être totalement écartés, mais il faut précisément les encadrer, définir leurs conditions et leurs limites, montrer leur évolution et leur propagation pour empêcher toute sorte de manipulation avec le sentiment national, l'appartenance ecclésiastique ou le savoir géographique.

BIBLIOGRAPHIE

- BRUNNBAUER U., 2004, Historiography, Myths and the Nation in the Republic of Macedonia, in BRUNNBAUER U. (dir.), *(Re)Writing History. Historiography in Southeast Europe After Socialism*, Münster, Lit-Verlag, p. 165-200.
- BRUNNBAUER U., 2005, "Pro-Serbian" vs. "Pro-Bulgarian": Revisionism in Post-Socialist Macedonian Historiography, *History Compass* 3, p. 1-17.
- CATTARUZZA A. et MICHELS P., 2005, Dualité orthodoxe au Monténégro, *Balkanologie*, 9(1-2), p. 235-253.
- CLAYER N., 2001, Islam et identité nationale dans l'espace albanais (Albanie, Macédoine, Kosovo) 1989-1998, *Archives de Sciences sociales des Religions*, 115, p. 161-181.
- ČUPOVSKI D., 1913, Karta Makedonia po programa na makedonskite narodnici, Saint-Petersbourg.
- DESLONDES O., 1999, Les Albanais de Macédoine : une minorité incontournable, in DE WAELE, J.-M. et GJELOSHAJ, K. (dir.), *De la question albanaise au Kosovo*, Bruxelles, Complexe, p. 109-122.
- DI MÉO G., 2009, Le rapport identité/espace. Éléments conceptuels et épistémologiques, in GRANDJEAN P. (coord.), *Construction identitaire et espace*, Paris, L'Harmattan, p. 19-38.
- FITI T. et al. (dir.), 2013, *Potencijalniot bruto-domašen proizvod i prirodната stapka na nevrabotenost vo Republika Makedonija*, Skopje, Makedonska akademija na naukite i umetnostite, 150 p.
- GILLET O., 2001, *Les Balkans : religions et nationalisme*, Bruxelles, Éd. Ousia, 183 p.
- GOPČEVIĆ S., 1889, *Ethnographische Karte von Makedonien und alt-Serbien*, Gotha, Justus Perthes, 1 map : 41 x 49 cm.
- GROZDANOVSKI R., 2007, *Sveti apostol Pavle i Makedonija*, Skopje, Pravoslaven bogoslovski fakultet « Sv. Kliment Ohridski », 219 p.
- HOBBSAWM E. et RANGER T. (dir.), 2006, *L'invention de la tradition*, Paris, Éd. Amsterdam, 370 p.
- HOBBSAWM E. et RANGER T., 2006, Inventer les traditions, in HOBBSAWM E. et RANGER T. (dir.), *L'invention de la tradition*, p. 11-25.
- HOBBSAWM E. et RANGER T., 2006, Production de masse de traditions et traditions productrices de masses : Europe, 1870-1914, in HOBBSAWM E. et RANGER T. (dir.), *L'invention de la tradition*, p. 279-324.
- KANČOV V., 1900, *Carte ethnographique de la Macédoine*, Sofia, Institut cartographique.
- KOKALANOV S., 2008, I MPC vo paket so imeto, *Dnevnik*, 3741, du 11 août.
- LUTARD-TAVARD, C., 2005, *La Yougoslavie de Tito écartelée (1945-1991)*, Paris, L'Harmattan, 566 p.
- MARKOSKI B., 2008, *Geografija za VI oddelenie vo osnovното obrazovanie*, Skopje, Trimaks, 100 p.
- NAUM, métropolitaine de Strumica, 2011, Za makedonskiot identitet, *Dnevnik*, 4593, du 22 juin.
- la population a réclamé immédiatement la construction d'une mosquée sur la place centrale.

- NICOLAÏDÈS C., 1899, *La Macédoine et la question macédonienne dans l'Antiquité, au Moyen âge et dans la politique actuelle*, Berlin, Johannes Raede, 267 p.
- PANOV B., (dir.), 2000, *Istorija na makedonskiot narod, vol. 1 : Makedonija od praistoriskoto vreme do potpagjaneto pod turska vlast (1371 godina)*, Skopje, Institut za nacionalna istorija, 700 p.
- PAPATHOMAS G., 2001, La dialectique entre "nation étatique" et "autocéphalie ecclésiale", *L'Année canonique*, 43, p. 75-92.
- PRÉVÉLAKIS G., 1996, The return of the Macedonian question, in CARTER F. W. et NORRIS H. T. (dir.), *The Changing Shape of the Balkans*, London, UCL Press, p. 131-155.
- PROEVA N., 2009, Po kajgana ja dvojat belkata od žolčkata, *Dnevnik*, 4004, disponible sur : <http://www.dnevnik.mk/default.asp?ItemID=7332ED9AF38C3C4ABC8D7B6D5519CF75>, consulté le 6 avril 2012
- RADIĆ R., 2002, *Država i verske zajednice 1945-1970, vol. 1 : 1945-1953*, Belgrade, Institut za noviju istoriju Srbije, 438 p.
- RENAN E., 1992 (rééd.), *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, Paris, Presses Pocket, 316 p.
- REY V., 2005, Le défi de la différenciation géographique, ou l'Europe à l'épreuve de ses diversités, in REY V. et SAINT-JULIEN T., *Territoires d'Europe : la différence en partage*, Lyon, ENS Éditions, p. 11-21.
- RISTOVSKI B. et al. (dir.), 2009, *Makedonska enciklopedija, vol. 1 : A-L' et vol. 2 : M-Š*, Skopje, Makedonska akademija na naukite i umetnostite, 1671 p.
- RISTOVSKI B., 1978, Prva nacionalna karta na etnička Makedonija, *Razgledi*, 5, p. 630-640.
- ROUX M., 1992, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 546 p.
- SEKULOVSKI G., 2014, *Enquêtes sur une identité nationale et ecclésiale : la Macédoine entre territoires, Églises et mythes nationaux*, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1 vol., 664 p.
- SLUŽBEN VESNIK NA REPUBLIKA MAKEDONIJA, 2004, année LX, N° 4 du 3 février, 20 p.
- SMITH A. D., 2003, *Chosen Peoples: Sacred Sources of National Identity*, Oxford, Oxford University Press, 330 p.
- SMITH A. D., 1999, *Myths and Memories of the Nation*, Oxford, Oxford University Press, 288 p.
- STATE STATISTICAL OFFICE, 2002, *Census of Population, Households and Dwellings in the Republic of Macedonia*. Final Data: Book X – Total Population According to the Ethnic Affiliation, Mother Tongue and Religion, Skopje, The State Statistical Office, 470 p.
- ŠUKAROVA A. et al. (dir.), 2008, *Istorija na makedonskiot narod*, Skopje, Institut za nacionalna istorija, 349 p.
- THIESSE A.-M., 1999, *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 302 p.
- WILKINSON H. R., 1951, *Maps and Politics. A Review of the Ethnographic Cartography of Macedonia*, Liverpool, University Press, 366 p.
- YERASIMOS Y., 1992, L'Église orthodoxe, pépinière des États balkaniques, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 66, 4, p. 145-158.

Adresse de l'auteur

Docteur en géographie,
Université Paris 1
UMR 8504 Géographie-Cités
13 rue du Four
75006 Paris
France

goransek@gmail.com